

Joke Schauvliege

La Marghem flamande

La ministre flamande de l'Environnement, Joke Schauvliege, a démissionné ce mardi après avoir assimilé les marches pour le climat à un complot.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Si les théories du complot pullulent sur internet et les réseaux sociaux, il est plus rare que ce soit un ministre qui en soit l'initiateur. C'est pourtant ce qui est arrivé à Joke Schauvliege, la ministre flamande de l'Environnement. Dans un discours prononcé devant le Algemeen Boerensyndicaat, une fédération d'agriculteurs flamands, le week-end dernier, elle a laissé entendre que les récentes manifestations pour le climat sont en réalité orchestrées de l'extérieur. D'après elle, les écologistes se vengent du lobby agricole, qui avait obtenu la démission de la ministre Groen, Vera Dua, en 2004, alors que celle-ci tentait alors de limiter l'épandage du lisier par les agriculteurs. Pour appuyer ses dires, Joke Schauvliege a invoqué la Sûreté de l'État qui, elle, s'est empressée d'apporter un démenti formel à cette affirmation.

Très rapidement, la ministre CD&V a également fait machine arrière, estimant qu'elle s'était «*lâissée emporter*». Mais c'était déjà trop tard. Le mal était fait. Les organisateurs des marches ont dénoncé une tentative de «*criminaliser*» une démarche citoyenne, tandis que l'opposition écologiste n'avait plus qu'à parachever le travail en exigeant la démission de la ministre.

Habituellement peu sensible à la critique, Joke Schauvliege a toujours déclaré préférer se consacrer à ses dossiers plutôt que de se soucier de la façon dont elle est per-

çue. Un peu comme sa collègue du fédéral Marie Christine Marghem (MR).

Aux mondanités, Schauvliege préfère la présence sur le terrain. «*Joke est le genre de femme politique qui préfère se trouver en bottes sur un champ de patates qu'avec un verre de champagne à la main à un vernissage*». C'est ainsi que son parti avait défendu en 2014 sa candidature pour un mandat à l'Agriculture, mais cette fois sans la Culture.

Atout précieux

Son mentor, le ministre-président Kris Peeters, l'avait intégrée dans son équipe gouvernementale en 2009, suite au joli score électoral qu'elle avait réalisé à Gand. Proche du mouvement ouvrier chrétien et du Boerenbond, deux piliers historiques du CD&V, Joke Schauvliege est un atout précieux.

Sur les dix ans de ministère, elle n'a pas été épargnée par les revers. Ainsi, il y eut la carte des forêts, censée délimiter et protéger les 12.500 hectares de forêts qu'il reste en Flandre. La carte ne semblait pas correspondre à la réalité du terrain, poussant le ministre-président Geert Bourgeois à retirer la carte contestée, sans même en aviser la ministre concernée.

Le «*betonstop*» est un autre dossier emblématique. L'idée est de geler la surface constructible en Flandre à partir de 2040. La ministre veut faire passer le dossier avant les élections, mais ses partenaires de coalition, Open Vld et N-VA, exigent des assurances à propos de l'impact financier. Quant

au plaidoyer de la ministre pour consigner les canettes de boissons, il a reçu une fin de non-recevoir des mêmes Open Vld et N-VA.

Cela ne signifie pas pour autant que Joke Schauvliege n'a rien réalisé. À son actif, on peut citer le permis unique, une réforme de la facture d'eau, ou le fonds pour l'assainissement des terrains pollués par des citernes à mazout.

Sur le climat en revanche, Joke Schauvliege a complètement craqué. Brocardée par les manifestants, elle avoue que la campagne de mails et de SMS menée par certains activistes lui a usé sur les nerfs. «*Ces dernières semaines, j'ai peu dormi et je me suis laissée envahir par la frustration. Je suis un être humain et je peux me tromper*».

Mais ce n'est peut-être pas la fin d'une carrière politique, puisque son parti continue de lui faire confiance pour tirer la liste en Flandre-Orientale.

LE PROFIL

- Née en 1970 à **Gand**
- Mariée, deux enfants
- **Juriste** de formation
- **Avocate** au barreau de Gand pendant 10 ans
- Députée **fédérale** en 1999
- Éluë au **Parlement flamand** en 2004
- Ministre de l'**Environnement et de la Culture** dans le gouvernement Peeters II (2009-2014)
- Elle rempile comme ministre de l'**Environnement et de l'Agriculture** dans le gouvernement Bourgeois (2014-2019), dont elle vient de démissionner.

Un flop d'entrée de jeu

La première prise de contact de Joke Schauvliege avec le monde culturel et artistique en 2009 fut un flop. Dans l'émission «*Ter Zake*» à la VRT, elle avait admis ne pas se rappeler du dernier livre qu'elle avait lu... Quant à l'acteur vedette Matthias Schoenaerts, elle l'avait rebaptisé à la radio en «*Schoenmakers*».

Chute au Ventoux

Comme beaucoup de ministres flamands, Joke Schauvliege est une adepte de la petite reine. Elle s'est déjà plusieurs fois attaquée au mont Ventoux. Avec des fortunes diverses toutefois. Ainsi, en juin 2015, elle a été projetée contre un rocher par le vent violent qui balayait le géant de

Provence ce jour-là. Si elle a été relevée avec un poignet foulé, elle tient à rappeler que ses collègues ministres Philippe Muyters et Sven Gatz avaient déjà mis pied à terre et renoncé à ce moment-là.

Joke Schauvliege emportée par la vague climatique

La ministre flamande démissionne après un dérapage verbal sur les manifestants du climat.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

C'est une Joke Schauvliege en larmes qui a annoncé hier soir sa démission en tant que ministre flamande de l'Environnement après ses propos complotistes et mensongers du week-end dernier au sujet des récentes manifestations pour le climat.

Petit rappel des faits. S'exprimant à Lierde devant le Algemeen Boerensyndicaat, une fédération d'agriculteurs flamands, la ministre a laissé entendre que les récentes manifestations pour le climat n'avaient rien de spontané et qu'elles pourraient bien avoir été orchestrées de l'extérieur. Selon elle, ces actions sont téléguidées par des organisations environnementales qui voudraient faire payer au CD&V son soutien aux grandes manifestations agricoles ayant conduit, au début des années 2000, à la démission de Vera Dua (Groen).

Mais la ministre ne s'arrête pas là. Pour appuyer son propos, elle affirme avoir eu

confirmation de cette information auprès de la Sûreté de l'État. Cette dernière a immédiatement tenu à préciser qu'elle n'avait pas communiqué avec Schauvliege sur ce sujet, ni oralement, ni par écrit. Mardi matin, Schauvliege admet sur Twitter avoir dérapé. *«J'ai commis une faute, mais je n'ai pas menti. Comme tout être humain, il m'arrive de me tromper.»*

Des SMS jour et nuit

Des excuses acceptées par son parti mais qui ne suffisent pas à éteindre l'incendie. Les organisateurs des manifestations pour le climat dénoncent une «*criminalisation*» de ce qui au départ est une démarche citoyenne. De son côté, les écologistes de Groen exigent la démission de la ministre.

En début de soirée, Joke Schauvliege a convoqué la presse pour annoncer, très émue, sa démission. Elle a renvoyé à «*l'énorme pression, jour et nuit sur mon téléphone portable*». Comme ses autres collègues en charge du climat, elle a reçu des milliers de mails et de SMS de la part des activistes réunis au sein de la plateforme «Act for climate justice».

«Je ne pouvais plus communiquer normalement, je ne pouvais plus communiquer avec ma famille, avec les députés, etc. Dans ces circonstances, je me suis laissée aller à un dérapage, j'ai pris pour vraie une rumeur non vérifiée», a-t-elle expliqué.

Les partis tétanisés

En attendant et malgré cette démission, pour le CD&V, le mal est fait. *«C'est différent des gaffes dont Joke Schauvliege est coutumière. On a pu parfois sortir certains de ses propos de leur contexte. Ce qui en soi est déjà problématique, car on associe Schauvliege à une propension à commettre des gaffes. Ici, en revanche, nous sommes dans le registre du mensonge et c'est tout le parti qui en fait les frais»,* explique Nicolas Bouteca, politologue à l'université de Gand (UGent) à nos confrères du Tijd.

Elle est loin, en effet, l'image de Wouter Beke se rendant en vélo électrique au palais royal lors de la démission du gouvernement en novembre dernier. Pendant les communales, le parti a fait campagne en faveur du développement de la mobilité sur deux

roues pendant que ses mandataires faisaient le tour des écoles pour expliquer la politique

climatique du CD&V. *«Tous ces efforts ont été réduits à néant par la perte d'image de Joke Schauvliege, considérée par les manifestants comme la responsable de la politique climatique défaillante. C'est dramatique pour le parti»,* observe Nicolas Bouteca.

Le CD&V voit en outre une nouvelle fois sa campagne partir en vrille. Lors des communales, c'est Kris Peeters qui avait empilé les bourdes à Anvers, d'abord en essayant d'attirer un juif orthodoxe sur sa liste, ensuite en louant un appartement miteux pour faire croire qu'il avait déménagé à Anvers, alors que chacun savait qu'il habite à Puurs.

Plus largement, tout ceci montre aussi à quel point les partis sont tétanisés par la thématique du climat. À trois mois et demi seulement des élections, nous assistons à une véritable partie de football-panique. Le climat est en passe d'occulter la thématique migratoire et identitaire et a fait passer le socio-économique définitivement au second plan.

Elle est loin l'image de Wouter Beke se rendant en vélo électrique au palais royal lors de la démission du gouvernement.